

Paris Saclay : « l'Alliance universitaire » ou la démocratie confisquée

Le président de Paris Saclay Camille Galap a fait voter en conseil d'administration (CA) le 2 décembre dernier son projet de « **design institutionnel** » pour l'ensemble saclaysien.

Les représentant.es élu.es sur la liste UHDE (pour une Université Humaniste, Démocratique et Écologique), soutenue par la CGT Saclay, le SNASUB-FSU et le SNESUP-FSU **se sont prononcés contre**.

Ils n'ont **même pas été autorisés à soumettre à la discussion le contre-projet qu'ils avaient élaboré**, lequel défendait la démocratie universitaire et prévoyait l'intégration pleine et entière de l'UEVE et de l'UVSQ dans Paris-Saclay tout en préservant leur personnalité morale et juridique.

La majorité des représentant·es élu·es des personnels et étudiant·es, douze sur dix-huit, ont rejeté le projet Galap. Le résultat du vote (21 voix pour, 14 contre et 2 abstentions) montre qu'une fois de plus une décision cruciale pour l'avenir de l'Université Paris Saclay a été adoptée **grâce aux membres nommés, qui sont des personnalités extérieures à l'université**, alors que les deux tiers des membres élus ont voté contre.

L'Université Paris Saclay est encore aujourd'hui un établissement expérimental : il s'agissait pour C. Galap par ce projet de le **pérenniser en sortant de la phase d'expérimentation au printemps 2026**.

Loin de la fusion entre l'ex-université Paris-Sud, l'université d'Evry (UEVE), l'université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ) et plusieurs écoles envisagée jusqu'au printemps 2022, **le projet voté le 2 décembre prévoit la mise sur pied d'une « Alliance universitaire » au sein de laquelle l'ex-université Paris-Sud et quatre grandes écoles du plateau de Saclay (Agro Paris Tech, Centrale Supelec, ENS, IOGS) formeraient un « Grand Etablissement » (GE), et l'UEVE et l'UVSQ seraient simples membres « associés ».**

L'ex-université Paris-Sud se retrouve ainsi dissoute dans un GE dont le CA ne compte que 50 % de membres élus, le reste étant des membres nommés, proposés par un comité de direction rassemblant les directeurs de composantes et les présidents des écoles. **C'est un recul de la démocratie à l'université** : le Code de l'Education prévoit en effet au moins 66 % d'élu.es dans les CA d'université. Est certes créé un conseil au périmètre des « composantes universitaires », issues du démembrement de Paris-Sud ... mais formé des membres élu.es du CA du GE issus des composantes, ses compétences restent floues et potentiellement redondantes avec celles du CA.

L'UVSQ et l'UEVE sont quant à elles marginalisées. En effet, **elles ne sont chacune représentées au CA de « l'Alliance » que par un membre de droit, leur président.** Au sein de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) et de la Commission recherche (CR) de « l'Alliance », la représentation versaillaise et évryenne serait également minimale, réduite pour chacune à la présence d'un seul membre de leur Conseil académique (réunion de la CFVU et de la CR).

Les instances centrales de « l'Alliance » joueront pourtant un rôle crucial dans la politique éducative et scientifique des universités « associées » - ne serait-ce que parce que les écoles doctorales, les *Graduate Schools* (se chargeant du suivi des formations de master) et un certain nombre de formations de premier cycle relèvent désormais de Paris Saclay. **Ainsi, Versailles et Evry n'auront plus la main sur la définition des cadrages réglementaires de leurs formations** – sinon à travers un « collège des formations communes » dont la composition et les prérogatives interrogent. **Et quel sera le poids effectif des présidents de Versailles et d'Evry au sein du CA**, alors que s'y joue notamment l'attribution des fonds IDEX ?

Après avoir envoyé le 18 novembre dernier à toute la communauté universitaire évryenne une lettre ouverte co-signée avec son homologue de Versailles-Saint-Quentin dans laquelle il dénonçait tant le fond du projet que l'absence de concertation au sein de Paris-Saclay, **le président d'Evry a fini par se rallier le 2 décembre au « design » de Camille Galap.** Il justifie son changement de pied en mettant en avant quelques avancées supposées (présence de représentants évryens et versaillais à la CFVU et à la CR de « l'Alliance », participation des membres associés à la désignation des personnalités extérieures siégeant au CA).

Ces ajustements sont en réalité largement cosmétiques, et n'enlèvent rien à la nocivité globale du projet porté par la présidence de Paris-Saclay, tant pour la démocratie universitaire en général que pour les universités d'Evry et de Versailles-Saint-Quentin.

La présidence d'Evry va répétant que tout se jouera désormais lors de la visite du HCERES en février 2026 (l'occasion selon elle de corriger les points insatisfaisants), mais aussi lors de la rédaction des statuts de « l'Alliance » et des conventions d'association entre celle-ci, l'UEVE et l'UVSQ. **On peut toutefois raisonnablement douter des marges de négociation restantes** : les projets de statuts de « l'Alliance » sont à remettre au HCERES pour la fin janvier 2026, et n'auront pas été débattus dans les universités « associées » ...

En lien avec les syndicats FSU et CGT du plateau de Saclay et de Versailles Saint-Quentin, **nous veillerons à interpeller les présidences sur le contenu des statuts et des conventions, à exiger que ces textes soient présentés à la communauté universitaire et discutés largement.**

Nous continuerons à dénoncer ce qu'il convient bien d'appeler **une confiscation de la démocratie universitaire** – aussi bien dans la teneur des projets que dans les procédures mises en œuvre pour les faire avaliser.